

TEXTES DE MICHEL FOUCHER SUR L'UKRAINE

Textes publiés dans le 1 Hebdo en 2022 (et 2014) et dans Le Monde en 2013

Poutine a toutes les cartes en main

Le grand entretien dans le 1 Hebdo du 23 février 2022

(entretien enregistré le 12 février)


CHACQUE SEMAINE, UNE QUESTION D'ACTUALITÉ, PLUSIEURS REGARDS

1
LE UN HEBDO N°385

mercredi 23 février 2022 - France 2,90 €
BELGIUM 4,90 € - ALLEMAGNE 4,90 € - SUISSE 4,90 €
TOM 4,90 € - JAMAÏQUE 10,00 € - CHILI 1,40 €

L 43114 355 1 2 90 € 20

**QUE VEUT
POUTINE ?**



Pages 5-6 : LE GRAND ENTRETIEN

MICHEL FOUCHER
GÉOGRAPHE
« Les fins de règne – car nous sommes dans une fin de règne en Russie – sont longues, chaotiques et souvent sanglantes. Il est sage de se préparer au scénario d'une entrée des forces russes en Ukraine »

Poster

MICHEL ELTCHANINOFF
PHILOSOPHE & ÉCRIVAIN
Histoire, géopolitique, mœurs, société : le poutinisme en dix préceptes

MARIE MENDRAS
POLITISTE
Cessons d'exonérer le Kremlin de sa brutalité et de son autoritarisme au nom d'une pseudo-singularité russo-slave

CE QU'ÉCRIVAIT LA JOURNALISTE ANNA POLITKOVSKAÏA (1958-2006)

« CE N'EST NI UN TYRAN ni un despote-né. Il a juste été formé à réfléchir selon des catégories qui lui ont été inculquées par le KGB, dont l'organisation représente à ses yeux un modèle idéal, ainsi qu'il l'a publiquement déclaré plus d'une fois. C'est la raison pour laquelle, lorsque quelqu'un est en désaccord avec lui, Poutine exige "qu'on coupe court à cette hystérie". D'où son refus de participer à des débats électoraux.

La discussion politique n'est tout simplement pas son élément. Il ne sait pas dialoguer. Son style, c'est le monologue de type militaire. Dans l'armée, le subalterne se tait, il écoute le chef et a le devoir de faire semblant de l'approuver. Dans l'armée comme en politique, toute insubordination ne peut que déboucher sur une guerre ouverte. »

La Russie selon Poutine, trad. fr. de Valérie Dariat
© Buchet-Chastel, 2005

Poutine inquiète l'Ukraine et d'autres pays de son « étranger proche ».

Que pèse son armée et a-t-il les moyens de son ambition ?

Le président de la Fédération de Russie a tout à fait les moyens de son ambition. D'autant plus que l'armée est aujourd'hui l'outil central de sa politique étrangère. C'est la donnée de base depuis 2008, après les dysfonctionnements constatés lors de la guerre de Géorgie : Vladimir Poutine a entrepris un très profond processus de modernisation des équipements, de la stratégie et du personnel.

Il est passé d'une armée de conscription à une armée composée pour moitié de professionnels. Il dispose d'environ 900 000 hommes, dont 280 000 hommes de troupe, ce qui veut dire que près de la moitié des forces terrestres russes sont actuellement positionnées autour des frontières de l'Ukraine. Il a modernisé tous les équipements et les chaînes de commandement. J'attire en particulier l'attention sur les forces de parachutistes commandées par le général Serdioukov qu'on a vu à l'œuvre en Tchétchénie, en Crimée, dans le Donbass, et très récemment au Kazakhstan où en moins de 10 jours il a repris le contrôle des infrastructures critiques mettant fin à une tentative de coup d'Etat. Toujours depuis 2008, Moscou a investi dans la modernisation des équipements 300 milliards de dollars.

Enfin, Poutine a adopté la doctrine militaire de Valeri Guérassimov, son chef d'état-major, qui consiste à mobiliser tous les moyens non-militaires à des fins militaires : les moyens économiques, politiques, diplomatiques, informationnels. L'objectif de la doctrine Guérassimov est de brouiller notre compréhension, notre lecture des événements. Il s'agit bien d'empêcher les pays occidentaux de déterminer si nous sommes face à une situation de paix ou de guerre. Ces méthodes étaient autrefois l'apanage des services de renseignement. Cela revient à nous empêcher d'évaluer les risques à chaud et donc de nous empêcher de décider. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui où l'on constate qu'il n'y a pas d'analyse convergente entre Washington, Ottawa, Londres, Paris, Berlin, Rome et Varsovie.

L'Europe affiche pourtant une unité dans ce dossier.

Ce n'est qu'un affichage. Du reste Poutine s'est félicité devant la conférence des ambassadeurs en décembre 2021 de l'efficacité des actions de discordance dans les pays occidentaux.

Quelle part de son budget la Russie consacre-t-elle à ses armes conventionnelles ?

Le budget conventionnel est évalué à 62 milliards de dollars. C'est 4,2 % du PIB, deux fois plus que la moyenne dans l'OTAN. C'est du niveau de l'Inde et de l'Arabie saoudite. Cela représente 20% du budget de l'Etat. C'est un effort considérable. Avec un élément qu'il ne faut pas perdre de vue : les dépenses de l'OTAN sont 5 fois plus importantes. La menace russe par rapport à l'Occident est donc relative. Dans l'optique russe, ce n'est donc pas la Russie qui menace qui que ce soit, mais l'OTAN qui incarne une menace permanente.

Avant d'analyser la crise ukrainienne, pouvez-vous définir ce que représente l'Ukraine pour Poutine ?

On en a une idée quand on sait que Poutine a fait distribuer à tous les soldats, en septembre dernier, un texte de 5 000 mots intitulé *Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens*. Vu de Moscou, les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens forment un seul peuple. La dislocation de l'Union soviétique, en 1991, est toujours vécue comme une catastrophe géopolitique parce que le monde russe a été séparé. Vous avez du

coup des Russes dans les Pays baltes, en Biélorussie et 12 millions de russophones en Ukraine. C'est d'autant plus un traumatisme que dans les représentations mentales Kiev, la capitale ukrainienne, est toujours perçue comme le berceau de la grande Russie. En réalité, Kiev a été fondée par les Varègues avant sa destruction par les Moghols. Nous sommes là dans l'émotionnel. Sans compter que 20% des Russes ont des racines ukrainiennes. Et 30% des Ukrainiens ont le russe comme langue maternelle. L'Ukraine a donné à la Russie une grande partie de ses élites. Khrouchtchev et Brejnev sont par exemple des Ukrainiens. Ces derniers étaient surreprésentés dans l'appareil du Parti communiste. Quand vous êtes dans l'émotion, il n'y a plus de place pour les nuances.

Et quelle est la dimension stratégique ?

La révolution de Maïdan, en 2014, a déchiré le pacte russo-ukrainien. Jusque-là, il était inscrit dans la Constitution que l'Ukraine n'entrerait pas dans l'OTAN, que la langue russe resterait une langue à statut régional et que Sébastopol -qui est à la fois Brest et Toulon – serait loué pendant 50 ans à Moscou. Le souffle démocratique de 2014 a balayé toutes ces garanties et l'Ukraine s'est tournée vers l'Ouest. La première réponse de Poutine a été d'annexer la Crimée. La deuxième d'encourager le Donbass, qui peut s'apparenter à la Lorraine ou à la Ruhr, de faire sécession.

Quelle sera la troisième ?

La guerre ou la paix, l'histoire le montre, c'est une seule personne qui en décide. On en est là. Et en stratégie, les cartes mentales sont fondamentales. Moscou a la perception d'une asymétrie qu'il faut relativiser. Ce sont bien les forces militaires russes qui campent dans en Biélorussie, dans le Donbass et bien entendu en Mer noire où les manœuvres navales bloquent tous les ports ukrainiens depuis un mois. L'usage de la géographie corrige l'asymétrie.

Quelle est la situation exacte de l'Ukraine par rapport à l'OTAN ?

Elle a un accord de coopération renforcée avec l'OTAN qui en fait un quasi-membre. Elle reçoit des équipements, des armes antichars, des missiles. L'Ukraine est de facto dans l'OTAN. Avec une nuance très forte car elle ne bénéficie pas de l'article 5 : donc il n'y a pas de solidarité militaire, d'alliance au sens classique. Mais pour Moscou, c'est trop. Dans la conception de Poutine, tous les voisins de la Russie doivent être soumis à la Russie.

Que veut Moscou ? Annexer l'Ukraine ? Vassaliser ce pays ?

Moscou veut que tous les territoires qui l'entourent – 8 millions de kilomètres carrés –, devenus indépendants depuis 1991, constituent un glacis stratégique et politique. Cela signifie des pays obéissants, des alliés dotés de régimes autoritaires. C'est acquis sur son flanc sud. Même chose dans le Caucase. Quant à la Biélorussie, on se dirige vers une fusion des deux Etats. Il reste notamment l'Ukraine. Ce qui est insupportable pour Moscou, c'est la démocratie ukrainienne. Poutine est dans une logique néo-impériale. Il ne peut pas comprendre la naissance d'un sentiment national ukrainien depuis 2014, avec un sentiment de liberté.

Quels sont les scénarios prévisibles ?

Je ne sais pas ce que fera Poutine. Personne ne le sait. Le scénario probable, c'est que les troupes russes franchissent le large Dniepr et arrivent à Kiev qui n'est qu'à 100 kilomètres. Nous assisterions alors à la prise de contrôle de Kiev, à la chute du président Zelensky et à l'installation d'un régime pro-russe. C'est un scénario

d'annexion partielle avec l'occupation de toute la rive gauche du Dniepr, plus Odessa, une ville en grande partie russe, et un lien territorial avec le Donbass. C'est le scénario le plus tentant pour Poutine. Il n'a pas besoin de l'Ukraine de l'Ouest qui n'a jamais été russe.

Un autre scénario est envisageable : une opération coup de poing suffisamment ample pour forcer les Américains et leurs alliés à relancer une négociation. Un Yalta 2. Car le but ultime est d'effacer le traumatisme de la fin de l'Union soviétique. C'est de remettre en cause l'architecture de sécurité en cours et donc d'obtenir des États-Unis des zones d'influence autour de son territoire, le fameux glacis. Et un droit de regard sur la politique étrangère de tous ses voisins.

Pourquoi choisit-il de faire pression maintenant ?

Le moment lui est favorable. Angela Merkel est partie ; il n'aurait jamais osé faire cela avec Merkel ! Joe Biden est faible. L'OTAN est fracturé. L'Occident est en fait divisé et il a Pékin derrière lui. Il a en mains toutes les cartes : le militaire, la diplomatie, les calculs stratégiques froids, la propagande, le ressentiment historique, l'émotion. Ce qui est fascinant, c'est sa capacité à utiliser tous ces outils.

Faut-il en conclure que le mouvement de l'armée russe en Ukraine est inévitable ?

En tout cas, tout est prêt pour que cela soit possible. Les fins de règne, car nous sommes dans une fin de règne en Russie, sont longues, chaotiques et souvent sanglantes. Il est sage de se préparer au scénario d'une entrée des forces russes en Ukraine. Dans ce cas, il y aura une résistance sur le terrain. Les Ukrainiens ne se laisseront pas faire. Ce sera un drame et un déchirement pour de nombreuses familles russes.

Assiste-t-on à la formation d'un axe Pékin-Moscou ?

Je n'aime pas le mot axe. Rapprochement, oui. Convergence d'intérêts contre les États-Unis, c'est clair. C'est l'objectif principal. Et Poutine et Xi Jinping se voient tout le temps. Les deux pays ont réglé leurs problèmes de frontières, mais il n'y a pas de confiance. Les Chinois n'ont pas d'alliés, ils n'en auront jamais. Leur convergence, c'est l'Ukraine et Taïwan. Deux territoires dont Poutine et Xi Jinping veulent s'emparer à tout prix.

Pour le reste, la Russie reste le *junior partner*. Il faut se rappeler qu'en 1991, la Russie et la Chine avaient le même PNB. Aujourd'hui, on est dans un rapport de 1 à 10 !

« Les Ukrainiens s'émancipent dans le sang et la douleur »

Le 1 Hebdo du 2 mars 2022



En déclarant la guerre à l'Ukraine, Poutine poursuit-il un rêve impérial ou est-ce d'un autre ordre ?

Il s'agit bien de rétablir l'empire. Poutine a expliqué dans son allocution du 21 février que l'Ukraine est une malheureuse création de Lénine. Il y a chez lui la volonté de redonner à la Russie un statut international que possédait l'Union soviétique. Son désir est de rassembler sous sa coupe le monde russe, les trois Russies dont le tsar était l'empereur : la grande Russie, la Russie blanche (la Biélorussie) et la *malorossya*, la petite Russie (l'Ukraine). C'est la vision de Poutine doublée pour lui de la nécessité d'avoir autour de son territoire un glacis d'États à souveraineté limitée. Quand il parle de la fin de l'Union soviétique comme d'une catastrophe géopolitique, il ne parle pas tellement de l'Union soviétique, il parle de la dispersion du monde russe. 12 millions de Russes au Kazakhstan, 1 million dans les Pays baltes, et une dizaine de millions en Ukraine. Dans le cas particulier de l'Ukraine, il y a en outre la négation d'une identité ukrainienne qui soit propre.

Est-ce la raison du vocabulaire employé lorsqu'il désigne les dirigeants ukrainiens comme des nazis ?

C'est bien sûr l'insulte absolue. Il y a une ignorance complète chez Poutine de l'existence d'un sentiment national ukrainien qui serait distinct du sentiment national russe. Quand il parle de nazisme, il fait entre autres allusion aux nationalistes ukrainiens de l'ouest pendant la seconde guerre mondiale. Hitler leur avait promis un avenir radieux et l'indépendance en échange de leur collaboration. Ces nationalistes ont rejoint l'armée allemande, la *waffen SS*, comme des Lettons, des Croates, des Slovaques. En s'appuyant sur ce pan d'histoire, Poutine veut disqualifier l'existence d'une nation ukrainienne séparée du monde russe.

Ne sous-estime-t-il pas le sentiment national des Ukrainiens ?

Oui et c'est cela qui va le perdre. Il sous-estime complètement la force de ce sentiment très vif partagé non seulement à l'ouest du pays (seulement rattachée à ce pays en 1945), mais aussi par les Russes d'Ukraine, à peu près 30% de la population. Le sentiment national ukrainien va encore s'affirmer.

Peut-on prévoir une résistance de la population ?

Les Ukrainiens ne vont pas déposer les armes surtout si l'armée russe occupe physiquement des territoires. L'armée ukrainienne résiste au sol. Elle a bloqué des colonnes de chars. Elle a abattu des hélicoptères des forces spéciales. Et l'aéroport de Kiev a été repris dans un premier temps aux forces russes qui en avaient pris le contrôle. Cela ne se passe pas comme l'état-major russe s'y attendait sur le plan militaire. Il faut bien sûr rester prudent car je vous parle à J+2. C'est très court. Le but de guerre de Poutine est de mettre la main sur le président Volodymyr Zelensky soit pour l'assassiner soit pour l'emmener à Moscou et lui intenter un procès pour « génocide ». Il serait alors accusé de génocide contre les Russes du Donetsk...

L'Ukraine s'attendait-elle à une opération de cette ampleur ?

La population n'est pas du tout préparée à ces événements, donc elle cherche à fuir les combats. Mais autour du président Zelenski, ils étaient préparés et ils reçoivent de l'information. Je rappelle qu'il y a 20% des Russes qui ont des racines ukrainiennes. De même que les services de renseignement russes ont complètement phagocyté les appareils ukrainiens, il y a aussi de l'information qui parvient de Russie à Kiev. L'objectif russe aujourd'hui est moins militaire que politique. Le but militaire est en passe d'être atteint : ils ont détruit tous les systèmes de défense antiaériens et pris le contrôle des aéroports, ce qui permet de faire débarquer les troupes. Le but politique est de décapiter le gouvernement et de mettre en place un gouvernement fantoche. C'est Prague en 1968 ou Budapest en 1956.

Les diplomates et les observateurs soulignent de plus en plus la solitude de Poutine. L'épidémie de Covid a-t-elle amplifié cet isolement ?

Le Kremlin est souvent décrit comme une forteresse assiégée. Poutine a peur du Covid. Quand Emmanuel Macron puis le chancelier Scholz sont venus au Kremlin, ils ont refusé le test PCR russe, d'où l'immense table de réception. Chez Poutine, la santé et le corps ont un statut très particulier. Pensez à ces photographies où on le voit chassant le tigre ou l'ours. Poutine aime se montrer en train de nager, de pratiquer les arts martiaux. Le Covid a amplifié son isolement et conduit à un durcissement. Du coup, il y a depuis deux ans un recul magistral de la diplomatie pour la bonne raison qu'on ne fait pas de la bonne diplomatie en visioconférence. L'effort de ces dernières semaines n'a pas suffi à rattraper le retard accumulé.

Poutine ne voit presque plus personne. Il y a encore deux ans, il était au point d'équilibre des « structures de force » (l'armée, le Conseil national de sécurité...) et des milieux d'affaire. Ce n'est plus le cas. Dans sa solitude, il ne parle plus qu'à des proches comme le ministre de la défense, son grand copain Sergueï Choïgou, un homme de l'Altaï, son chef d'état-major, le général Valeri Guerassimov, le concepteur de la stratégie, le secrétaire général du Conseil de sécurité, Nicolas Patrouchev, le directeur du service des renseignements extérieurs, Sergueï Narychkine, le patron du FSB, Alexandre Bortnikov. Ces gens-là sont sur une ligne nationaliste, néo-impériale, anti-OTAN, anti occidentale, limite complotiste. Poutine ne voit plus que cet entourage. Cela donne ce à quoi on assiste aujourd'hui : l'usage de la force pour rétablir l'empire.

La population de Russie peut-elle accepter une guerre longue ?

Dès le premier jour de guerre il y a eu 1 700 arrestations en Russie. Cette guerre n'est pas populaire mais Poutine s'en fiche. L'opinion publique ne pèse pas dans sa politique étrangère, pas plus que l'économie. L'intendance ne l'intéresse pas. Les milieux d'affaires n'ont pas le droit de se mêler de politique.

Depuis dix ans, peut-on dire que beaucoup d'occasions ont été perdues ?

Sans chercher des excuses à Poutine, je pense que nous avons traité les questions de sécurité posées par les Russes avec le plus grand mépris sinon la plus grande indifférence. Obama considérait que la Russie était une puissance secondaire. Surtout, nous n'avons jamais répondu aux demandes de discussion sur la sécurité, qui sont certes ambiguës. J'étais à Evian en 2008 quand le président Medvedev a développé des idées dans ce sens. Nicolas Sarkozy, qui revenait à grands pas dans l'Otan, a botté en touche. L'air du temps c'était :1/L'Otan, l'Otan, l'Otan 2/ Nous sommes tous américains. Le 11-Septembre était encore très présent dans les esprits. On a envoyé balader les Russes.

Qu'y avait-il d'ambigu dans leur demande ?

Ils voulaient une sécurité européenne sans les États-Unis. Leur vieux rêve de découplage entre Washington et les Européens. Mais on aurait pu proposer un statut de finlandisation, c'est-à-dire de neutralité, à l'Ukraine. Ou un statut d'Etat associé dans l'Union européenne. Ce que José Manuel Barroso, alors président de la Commission européenne, a refusé dans ses négociations avec le président ukrainien de l'époque Viktor Ianoukovitch. Avant le grand mouvement démocratique de Maïdan en 2014, Ianoukovitch avait fait inscrire dans la Constitution ukrainienne trois points importants : la neutralité de l'Ukraine, le statut du russe comme langue régionale, et la location longue durée de Sébastopol pour 50 ans à la Russie. Poutine en était satisfait. Puis il y a eu la révolution de Maïdan. La première décision du Parlement fut de supprimer le statut de la langue russe. Une pure provocation des nationalistes ukrainiens de l'Ouest. Car en Ukraine existe une extrême-droite nationaliste puissante qui représente au moins 30% de la population. La réponse de Poutine fut l'annexion de la Crimée. Pourquoi n'avons-nous pas été capables de proposer ce statut de neutralité de l'Ukraine ? Nous portons là une grande responsabilité.

Vivons-nous un tournant dans histoire de l'Europe, comme l'a déclaré le président Macron. Une nouvelle carte mondiale est-elle en train de se dessiner ?

La guerre vient juste de commencer, il faut être prudent. Je ne crois pas à la réalité d'un axe Moscou-Pékin. On a juste une photo et la certitude que Poutine et Xi Jinping ont en commun la lutte contre l'hégémonie américaine. Les Chinois sont gênés par cette guerre. Pour eux, Poutine est un personnage secondaire. Utile, sans plus.

Assistons-nous à la fin du monde bipolaire ?

Ce qui se passe est tragique, mais la portée de ces événements est régionale. Il ne faut pas en exagérer la portée. C'est un problème de frontières. La question est : qui contrôle le glacis ukrainien ? Réponse : la Russie. Je vous rappelle ce propos de l'ancien président de la Tchécoslovaquie, Vaclav Havel, dans un entretien au *Monde* de 2005, titré « Il est nécessaire de poser des questions dérangeantes à M. Poutine » : « Dans l'Histoire, la Russie s'est étendue et rétractée. La plupart des conflits trouvent leur origine dans des querelles de frontières et dans la conquête ou la perte de territoire. Le jour où nous conviendrons

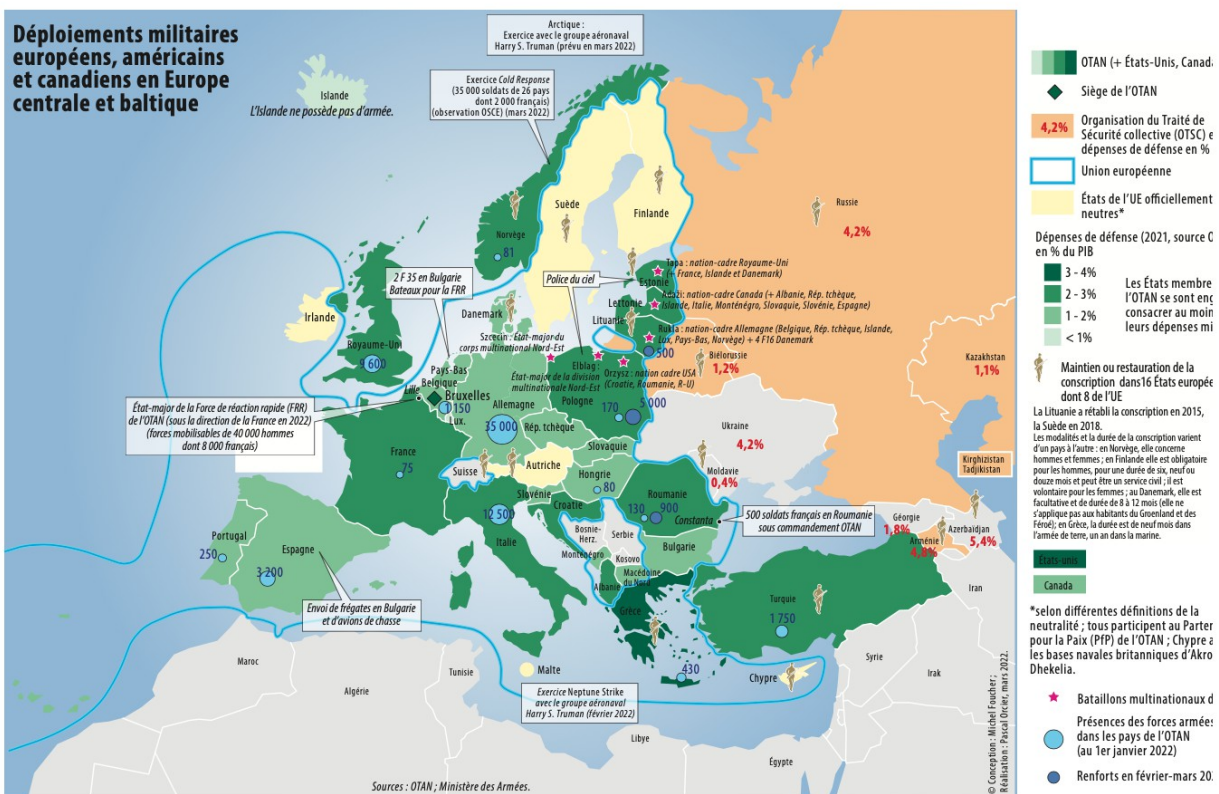
dans le calme où termine l'Union européenne et où commence la Fédération russe, la moitié de la tension entre les deux disparaîtra ». On n'a rien fait de cette réflexion. Or elle garde toute sa pertinence.

Cette guerre peut-elle durer longtemps ?

Tout est lié au sort du président Zelensky dans les prochains jours, les prochaines heures. Le fait que le Kremlin nie la réalité d'un sentiment national ukrainien est grave. Ce sentiment national est plus fort que tout. Il faut garder en tête que c'est l'histoire de l'Europe qui a inventé la nation. Or Poutine, dans sa pensée néo-impériale, est incapable de comprendre qu'une nation ukrainienne est en formation. Un peuple est en train de s'émanciper dans le sang et la douleur.

Propos recueillis par Eric Fottorino et Laurent Greilsamer

L'Europe géopolitique est née, en réponse à l'agression du Kremlin
Le 1 Hebdo du 9 mars 2022



Une réponse européenne collective inédite et fondatrice

L'Ukraine n'est ni membre de l'Union européenne ni de l'Alliance atlantique mais la tentative de destruction de son indépendance, de sa souveraineté et de son régime démocratique est analysée à juste titre par les pays membres de l'Union européenne comme une atteinte majeure aux intérêts européens sur le continent.

Ceci explique que pour la première fois dans son histoire, l'Union européenne ait décidé de mesures qui vont bien au-delà des seules sanctions économiques et financières, lesquelles ont d'ores et déjà des effets tangibles en Russie même, ne serait-ce qu'en amenant ses habitants à s'interroger sur ce qui se passe en Ukraine, derrière les écrans de la télévision officielle.

A l'initiative du Service européen d'action extérieure dirigé par Josep Borrell Fonteles, un montant de 500 millions d'euros a été affecté à la fourniture de matériel militaire, défensif et offensif, pour l'armée ukrainienne. Cette somme est prélevée sur la « Facilité européenne pour la paix » qui est dotée d'un budget de 5,7 Mds€ (2021-2027) afin de permettre à l'Union européenne de renforcer ses capacités à agir de manière autonome. Une cellule de coordination européenne au sein de l'état-major de l'UE a été créée à cette fin.

Déploiements militaires européens sur le flanc oriental

Dans le même temps, les nations européennes sont en train de renforcer leur déploiement militaire en Europe centrale, baltique et sud-orientale, en périphérie de la Fédération de Russie et de la Biélorussie. Cet effort s'inscrit à la fois dans un cadre bilatéral – fourniture de frégates espagnoles et d'avions F 35 néerlandais à la Bulgarie, par exemple - et dans un format multinational géré par l'OTAN.

Dans chaque pays bénéficiaire - pays Baltes et Pologne - les bataillons multinationaux sont dirigés par une nation-cadre membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN, dont le siège est à Bruxelles) mais pas nécessairement de l'Union Européenne : Royaume-Uni en Estonie, Canada en Lettonie, Allemagne en Lituanie, États-Unis en Pologne. La très grande majorité des pays européens membres de l'OTAN y participent.

Le rôle de la France

La France assure la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant le premier semestre de l'année 2022, ce qui lui confère un rôle singulier de coordination et d'initiative dans la grave crise en cours.

La France est en train de déployer une force de 500 chasseurs alpins sur la base de Constanta en Roumanie, en coopération avec les Américains. Elle a renforcé sa présence dans ce que l'on nomme la « police du ciel » avec des avions Rafale en Pologne et des Mirage 2000 en Estonie, face aux incursions aériennes russes.

La France a également pour toute l'année 2022 la responsabilité de l'état-major de la Force de réaction rapide de l'OTAN. C'est une force multinationale de haut niveau de préparation ; elle compte 40 000 hommes mobilisables, issus de 26 pays. On y compte 8 000 français. Cette Force vient d'être activée pour la première fois par l'OTAN. Son siège est à Lille, dans la citadelle Vauban, et la dimension aérienne est assurée par la base du Mont Verdun à Lyon.

2 000 soldats français participent par ailleurs à l'exercice « *Cold Response* » conduit en Norvège en mars 2022, qui regroupe 35 000 soldats de 26 pays. S'agissant d'un exercice, il se déroule selon les normes de l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE, siège à Vienne, la seule entité où Russes et Américains peuvent se parler) qui prévoit la présence d'observateurs. C'est l'un des plus importants exercices jamais déployés par la Norvège depuis les années 1980.

Dépenses de défense des pays membres de l'UE et de l'OTAN

Après la fin de l'Union soviétique, les pays européens ont voulu bénéficier des « dividendes de la paix » et diminué leur effort de défense. Le budget de défense des pays européens membres de l'OTAN est actuellement de l'ordre de 290 milliards d'euros. C'est 28% du total des dépenses de défense de l'OTAN, l'essentiel restant assuré par les États-Unis.

Le seuil de 2% du PIB exigé de manière récurrente par le grand allié américain - le Président Obama avait qualifié les Européens de « passagers clandestins » de l'effort de défense collective – n'est dépassé que dans huit pays : dans les trois pays Baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), en Pologne et en Roumanie, tous pays frontaliers de la Russie, ainsi qu'en Croatie face à la Serbie et en Grèce – record européen à 3,82% de son PIB - face à la Turquie et enfin en France.

Même si les budgets sont de nouveau en hausse dans tous les pays européens, ils n'atteignent que le budget de 1989, alors que l'OTAN compte aujourd'hui pays de plus : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, auxquels s'ajoutent trois pays candidats à l'Union européenne (Albanie, Monténégro et Macédoine du Nord)

Enfin, l'OTAN trouve depuis les dernière semaines une nouvelle raison d'être et l'inquiétude ancienne des pays frontaliers de la Russie se trouve définitivement confirmée.

Le réveil allemand

Face à la gravité de la menace sur le flanc oriental de l'Union européenne, le gouvernement allemand dirigé par le chancelier Olaf Scholz a engagé un véritable changement en décidant de porter le budget de la défense de 1,53% à 2% du PIB, au moyen d'un fonds de modernisation doté de 100 Mds€.

Ce fut déjà sous un gouvernement de coalition associant les Verts et le SPD (sociaux-démocrates), à l'époque de Gerhard Schröder et de Joschka Fischer que Berlin avait accepté que l'armée allemande participe à une opération militaire extérieure ; elle est intervenue au Kosovo, aux côtés de ses alliés français, britanniques et américains.

Une nouvelle étape est donc franchie par la coalition dirigeante composée du chancelier Olaf Scholz, de la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock (parti des Verts) et du ministre des Finances, le libéral Christian Lindner. L'appréciation réaliste de la situation stratégique et des intérêts allemands et européens explique ce tournant révolutionnaire pour l'opinion allemande, longtemps attachée aux dividendes de la paix, convaincue que le « doux commerce » et le dialogue avec la Russie permettraient de maintenir cette situation de paix.

Les États-Unis : un acteur central de la sécurité européenne

Contrairement aux idées reçues, le grand allié reste engagé dans le maintien de la sécurité en Europe car ceci correspond à ses intérêts et à ses engagements, notamment d'alliance avec les régimes démocratiques. Disposant du premier budget militaire du monde (717 milliards de dollars), les États-Unis pèsent 72% du total des dépenses de l'Alliance atlantique. Mais ce pourcentage doit être relativisé dès lors que le théâtre asiatique

est également prioritaire. 5,5% du budget total est consacré à la défense de l'Europe, avec 50 bases militaires – dont la moitié sur le sol allemand – avec 80 000 soldats.

Un renforcement de la présence militaire américaine est en cours avec l'arrivée de 8 000 soldats supplémentaires, au profit de la Pologne (5 000), de la Lituanie (500) et de la Roumanie (900). Par ailleurs, un exercice « Neptune Strike » autour du groupe aéronaval Harry S. Truman vient de s'achever en Méditerranée et un nouvel exercice commence maintenant avec le même porte-avion en Arctique.

Qu'en pensent les citoyens européens ?

Autre hasard du calendrier, le panel de citoyens réunis pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe vient d'achever ses travaux qui seront présentés les 11 et 12 mars. Sa recommandation centrale est la mise en place d'une « *force armée commune de l'Union européenne* » conçue comme une force d'autodéfense qui pourrait être déployée dans le cadre d'un mandat légal du Conseil de sécurité des Nations Unies et dans le respect du droit international.

Le panel y voit le moyen d'agir comme un partenaire crédible et responsable afin de protéger ses valeurs fondamentales. L'option d'une fusion des forces armées nationales en forces armées conjointes a été envisagée, sans recueillir de majorité.

L'ambition de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne

Cette recommandation a trouvé une première réponse lors de l'allocution du Président Emmanuel Macron le mercredi 2 mars : « *notre défense européenne doit franchir une nouvelle étape* ». Cette ambition sera au cœur du prochain Conseil européen des 24 et 25 mars 2022. L'enjeu est d'abord de rationaliser les capacités – on produit en Europe six types distincts de frégates militaires ; vingt-trois types différents d'hélicoptères sont en service ; au moins cinq modèles de chars et trois d'avions de combat européens sont en concurrence, quand l'offre américaine est plus simple avec, par exemple, un seul type de char.

Il est ensuite de se tenir prêt à utiliser ces matériels – la fameuse « volonté politique » – et enfin à surmonter plusieurs obstacles : l'absence de coopération en matière de renseignement, le problème d'interopérabilité des matériels militaires européens et les carences dans la cyberdéfense.

Le Président français a ajouté : « *notre pays amplifiera donc l'investissement dans la défense* » car l'état-major français plaide depuis plusieurs années pour réorienter le format des armées d'un format adapté aux interventions extérieures dites asymétriques car l'adversaire est mobile mais moins puissant – Bande saharosahélienne, Irak – vers un modèle capable de s'engager dans des conflits dits de « haute intensité ». La destruction des grandes villes d'Ukraine en fournit une tragique illustration.

Protéger l'Ukraine ?

« *J'aimerais entendre de vous aujourd'hui que l'Europe choisit l'Ukraine* », tel est l'appel lancé par le Président Volodymyr au Parlement européen le mardi 1^{er} mars.

L'autocrate du Kremlin a répondu dès le lendemain en détruisant par un tir de missile la tour de radio-télévision de la capitale ukrainienne. Le président ukrainien est sommé de se taire ! Poutine a évidemment utilisé le vide

institutionnel et sécuritaire qui caractérise l'Ukraine de 2022 pour lancer son agression meurtrière tout en menaçant les Occidentaux de représailles nucléaires. Et le président américain Joe Biden a confirmé le constat : pas de « bottes américaines » sur le sol ukrainien, car ce serait le signal d'une troisième guerre sur le continent européen.

Il n'est pourtant pas envisageable d'intégrer dans l'Union européenne un pays en guerre ni de court-circuiter les procédures de négociation d'adhésion, d'autant que d'autres candidats dans les Balkans occidentaux sont sur la liste d'attente et que les perspectives européennes qui les motivent sont certainement un facteur d'apaisement des tensions. Il reste que les dirigeants européens devraient imaginer une réponse adaptée sous la forme d'une déclaration marquant que la souveraineté, l'indépendance et la démocratie de l'Ukraine relèvent bien de l'intérêt européen.

Car ce qui s'y joue n'est pas seulement une épreuve de force sanglante entre le droit d'une nation à exister contre l'ambition anachronique d'un empire en déclin. C'est un combat entre la démocratie et l'autocratie. C'est pourquoi elle a une dimension militaire, qui nous concerne, même indirectement à ce stade.

Une Russie isolée, dans sa fuite en arrière

Le 1 Hebdo du 16 mars 2022

(texte rédigé le 10 mars)

Le vendredi 25 février, dès le lendemain donc du début de l'agression militaire russe contre l'Ukraine indépendante et souveraine, une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, présentée par les États-Unis et l'Albanie et soutenue par quatre-vingt-un pays, a été bloquée par le veto de la Russie. Seuls trois États - Chine, Inde et Émirats arabes unis - se sont abstenus, sans surprise pour les deux premiers très liés à la Russie, et avec une question pour le troisième, lui-même longtemps engagé dans une guerre au Yémen.

Cette réunion a permis la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, le 2 mars, qui a adopté à une majorité imposante une nouvelle résolution, non contraignante, exigeant l'arrêt des hostilités. Seules quatre dictatures - Biélorussie, Syrie, Érythrée et Corée du Nord - s'y sont opposées. Cent quarante et un pays l'ont approuvée et trente-cinq se sont abstenus, dont à nouveau la Chine.

Ces deux sessions ont manifesté l'isolement diplomatique de la Fédération de Russie, accentuée par la prise de distance de pays réputés proche d'elle : Chine, Cuba, Vietnam, Inde, Iran, Kazakhstan, Algérie.

Malgré la demande de l'Ukraine, relayée par le Royaume-Uni, l'option d'exclusion de la Russie n'a pas été jugée possible, en dépit du contournement de la Charte des Nations Unies délibérément provoqué par un membre fondateur et permanent. Le veto russe l'exclut. Pour mémoire, c'est la mise en place de ce droit de veto sur toute décision collective, qui est l'exclusivité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui avait convaincu Staline d'accepter la création de cette institution conçue par les équipes du Président

Roosevelt et agréée lors de la conférence de Yalta en février 1945. Staline avait d'ailleurs assorti son accord de l'entrée de l'Ukraine et de la Biélorussie à l'ONU, aux côtés de la République socialiste soviétique fédérative de Russie !

Ce pays, qui dispose du cinquième réseau diplomatique du monde – derrière la Chine, les États-Unis, la France et le Japon – peut-il se trouver complètement isolé ? La Fédération de Russie déploie deux cent quarante-deux postes diplomatiques dans le monde, dont cent quarante-quatre ambassades. Le nombre exact des nombreux agents accrédités sous couvert diplomatique n'est pas connu avec précision, pas plus que le budget du « MID », ministère russe des Affaires étrangères. La Russie a une tradition diplomatique ancienne et solide et elle trouve dans les diverses enceintes internationales des lieux d'expression et d'influence qu'elle ne manque jamais d'exploiter. Même si, à la différence de la pratique des diplomaties des pays démocratiques, diplomatie et coercition vont ici de pair, l'une pouvant servir à brouiller l'autre, le plus souvent par recours à la vieille méthode soviétique des contre-vérités énoncées sans vergogne.

Ce pays, qui vient d'être assuré d'une « *amitié entre le peuple russe et le peuple chinois solide comme un roc et de l'immensité des perspectives de coopération futures* » selon les termes choisis du ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi, le 7 mars, est-il isolé ? En réalité, la prudence chinoise – Wang Yi parle de « peuples », pas de gouvernements -, exprimée par sa double abstention à l'ONU, est expliquée à Pékin par une disponibilité à engager une médiation. L'entretien récent entre Xi Jin Ping, Olaf Scholz et Emmanuel Macron va dans ce sens, car seul Pékin pourrait amener Moscou à la retenue et à la négociation, à condition, que Washington y consente par une levée des sanctions contre la Chine ! Les dirigeants chinois ne peuvent pas dire publiquement leur désapprobation de l'agression russe qui contredit le principe de l'intégrité territoriale mais ils anticipent un affaiblissement durable de la Russie – économique et diplomatique – qui servira leurs intérêts de long terme.

Ce pays, qui a su renouer avec les contacts entretenus au Moyen Orient et sur le continent africain à l'époque soviétique, théâtres de la compétition idéologique et stratégique entre les deux blocs durant la guerre froide, dispose de relais mobilisables dans les institutions internationales. La géographie des trente-cinq abstentions lors de l'Assemblée générale de l'ONU le confirme.

Moscou a eu dans le passé une véritable politique arabe, avec la Syrie d'Hafez el Assad – qui était devenu une sorte de protectorat - et l'Irak de Saddam Hussein, nationaliste laïc et excellent client d'armements soviétiques. La Russie a, depuis une décennie, étendu sa présence en Syrie dans le contexte de guerre civile que l'on connaît ; elle a sauvé le régime, de concert avec la République islamique d'Iran. L'antiaméricanisme systématique de l'Iran explique son abstention même si sa méfiance à l'égard de la politique russe est profonde.

L'Union soviétique était très active sur le continent africain. Elle a soutenu efficacement le combat de l'ANC (*African National Congress* de Nelson Mandela) en Afrique du Sud et des pays de la ligne de front (animé par la Tanzanie : Botswana, Zambie, Mozambique, Zimbabwe, Angola). Elle s'est engagée militairement, avec Cuba et la République démocratique allemande, dans les luttes d'indépendance de l'Angola et du Mozambique contre les forces sud-africaines soutenues par les Occidentaux, jusqu'à ce que les

sanctions décidées par ceux-ci contre Pretoria accélèrent la fin du régime d'apartheid. Elle a soutenu la dictature de Mengitsu en Éthiopie.

En Algérie, les officiers supérieurs de l'armée ont été formés dans les académies militaires russes, dans une relation nouée à l'époque soviétique, poursuivie ensuite et approfondie avec la fourniture récente d'armement face au Maroc. Les relations avec le Mali datent de l'indépendance et de la première rupture avec la France avec l'orientation socialiste et panafricaniste de son premier président Modibo Keita. Le film de Robert Guédiguian « *Twist à Bamako* » (2021) illustre cette période. ; la musique « impérialiste » n'a pas eu plus de succès dans la Bamako socialiste que le Tombouctou islamiste, comme le montre la dernière scène du film. Les derniers deux coups d'État ont resserré les liens entre le Mali et la Russie : le premier ministre Choguel Maïga est diplômé de l'Institut des télécommunications de Moscou où il aurait résidé une dizaine d'années ; l'un des auteurs du putsch, le Colonel Sadio Camara, en formation militaire en Russie, était rentré à Bamako deux semaines avant le putsch pour des congés ; il est ministre de la Défense et homme fort du nouveau régime. D'autres pays intéressent la Russie, notamment le Soudan, qui semble ouvert à l'installation d'une base navale russe sur la mer Rouge. La Russie a trente-sept ambassades en Afrique ; elle forme sept mille étudiants par an, notamment à l'université de l'amitié entre les peuples, Patrice Lumumba, à Moscou, relancée en 2019 après l'arrêt de ses activités dû à des incidents racistes.

C'est donc un investissement ancien, qui s'est accru depuis trois ans; Il trouve sa contrepartie dans les votes africains et moyen-orientaux à l'ONU conciliants. Il s'agit de contrer le poids de la France et sans doute de la Chine, même si la Russie n'a pas les moyens d'une coopération au développement. Il lui reste les armements et les mercenaires, qui ont un rôle de gardes prétoriennes - et la propagande. Celle-ci s'est développée à partir de la République centrafricaine à partir de 2019 sous la forme d'une lutte informatique d'influence visant, via les réseaux sociaux, à encourager les courants politiques panafricanistes attribuant tous les malheurs de l'Afrique non à la mauvaise gouvernance actuelle mais à la période coloniale passée. La première cible est l'Afrique francophone travaillée par des mouvements de critique ouverte des gouvernances défailtantes attribuées, en dernier ressort et par commodité, à l'ancienne métropole coloniale. Une posture d'abstention, comme celle du Sénégal, peut être interprétée dans ce nouveau contexte, afin d'éviter d'être pris comme cible d'une offensive informationnelle favorisant les mouvements d'opposition politique.

Car si la Russie est désormais largement isolée et durablement affaiblie, les dirigeants de la Russie de 2022 cultivent un double héritage qui sous-tend la fuite en arrière en cours : celui de l'expérience soviétique selon laquelle la stabilité du système est mieux assurée en temps de guerre, ce qu'Andreï Gratchev, ancien conseiller diplomatique de Gorbatchev, qualifie dans un ouvrage prémonitoire publié en novembre 2021 (« *Le jour où l'URSS a disparu* », éditions de l'Observatoire) de « code secret » et qui est à nouveau mobilisé par un Vladimir Poutine en fin de règne dans un système à bout de souffle ; celui de l'autocratie tsaro-stalinienne, qui veut que la Russie ne soit écoutée et entendue que lorsqu'elle fait peur. La lutte informatique d'influence entretient cette peur. Le *knout* à l'intérieur et le *knout* à l'extérieur !

« LES RUSSES NE LÂCHERONT JAMAIS LEUR PRESSION SUR L'UKRAINE »

Le 1 Hebdo n°2 du 16 avril 2014

Entretien avec Michel Foucher, Géographe

En ramenant la Crimée dans le giron de la Russie, quel dessein Poutine poursuit-il ?

Poutine estime que la nation russe est « la plus dispersée du monde ». Son défi est de construire un État national russe, de conception ethnique. Le nationalisme grand-russien contemporain est un projet géopolitique de rassemblement des populations russes, russophones et assimilées dans une Fédération de Russie aux frontières unilatéralement étendues. Avec ses 17 millions de km², ses neuf fuseaux horaires (Medvedev en a supprimé deux en 2009), cette entité constitue un territoire immense, difficilement gouvernable, aux frontières considérées comme non définitives.

La ligne actuelle des dirigeants russes est de ne renoncer ni à l'Empire ni au projet grand-russien. Ne plus contrôler l'Ukraine serait pour Moscou devenir un État-nation « normal ». Comme le pense l'Américain Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller national à la Sécurité, le jour où la Russie acceptera l'indépendance définitive de l'Ukraine, elle ne sera plus un empire. Poutine a deux fers au feu : le nationalisme grand-russien concernant l'Ukraine. Et l'exercice d'une influence à travers l'Union eurasiatique. Par le jeu des frontières (annexions, sécessions), le Kremlin exerce des pressions sur les États tentés par l'intégration européenne (Moldavie, Géorgie) ou même par une simple association (Ukraine, Arménie). J'ajoute que les frontières de l'Ukraine ont été remaniées à trois reprises en moins d'un siècle : les régions minières du Donbass, sous contrôle des bolcheviks, ont été greffées à l'Ukraine en 1922 par Staline pour contrebalancer le pouvoir des paysans rétifs à la collectivisation. La reconstruction d'après-guerre des chantiers du Don a été réalisée par des prisonniers condamnés au travail forcé, ramenés des camps du Goulag. Leurs descendants sont donc des russophones. Enfin la Crimée avait été offerte à l'Ukraine en 1954 par Khrouchtchev.

Pour justifier son action en Crimée, Poutine a précisément entretenu une certaine confusion entre Russes et russophones.

La langue russe distingue entre « *rousiski* », Russes au sens ethnique et ayant le russe comme langue maternelle, et « *rossiiskii* », citoyens de la Fédération de Russie (qui comporte 20 % de non-Russes au sens ethnique). Un flou est entretenu entre Russes ethniques et russophones (qui ne sont pas tous citoyens russes, comme les Kazakhs), entre concitoyens et compatriotes. Selon une loi votée sous Eltsine, leur protection peut justifier une intervention armée si Moscou juge qu'ils sont menacés.

Fondé sur une conception ethnique de la nation, le projet de nationalisme grand-russien, dont l'annexion de la Crimée est une étape, vise à rassembler les terres « russes », selon la politique des nationalités du XIX^e siècle. C'est comme si les Helvètes francophones étaient, vus de Paris, des ressortissants français. Moscou entend donc exercer un droit de regard sur les États de l'étranger proche où résident des « Russes » : la Biélorussie, le Caucase, voire le Kazakhstan. Une chose est certaine : les Russes ne lâcheront jamais leur pression sur l'Ukraine.

Quel genre de pression ?

Laisser croire que c'est un État failli, que ses ressortissants sont corrompus. Pour y parvenir, ils façonnent l'opinion des habitants de la Fédération de Russie et celle des journalistes occidentaux. Ils utilisent la

télévison *Russia Today*, la radio *La Voix de la Russie* qui émet en 38 langues, ou encore Ria Novosti, l'agence russe d'information qui publie en 9 langues. C'est ce qu'on appelait autrefois la propagande. Les structures ne changent pas. Elles sont repeintes aux couleurs de CNN ou de la BBC. Entretenir une mauvaise image, faire du *nation branding* à l'envers, c'est redoutable. Ce ne sont pas les Ukrainiens qui parlent de l'Ukraine.

En quoi la crise ukrainienne est-elle la poursuite de la Deuxième Guerre mondiale ?

Par le narratif. À Moscou, l'annexion de la Crimée est présentée comme une nouvelle victoire contre le fascisme. Sous-entendu : les gens de Kiev sont des fascistes. Quand on traite de fasciste un Russe en 2014, cela évoque la grande victoire patriotique de Moscou contre les nazis. La fierté russe, ce n'est pas le bolchevisme, ni Staline, ni l'URSS. C'est cette victoire, l'unité d'un peuple, ses vingt millions de morts. Cette représentation historique est mobilisatrice et efficace. Elle est d'une grande actualité en Ukraine qui fut un champ de bataille. Cette région était divisée, comme le furent les pays annexés par l'URSS dans le cadre du pacte germano-soviétique (1939).

« Entre le droit international et les droits historiques, c'est le rapport de force qui tranche »

On oublie en France que les familles se sont déchirées entre les partisans de l'Armée rouge et tous les peuples minoritaires maltraités par Moscou, qui avaient fait alliance avec l'Allemagne en échange d'une promesse d'indépendance, bien sûr non tenue. Le 9 mai prochain, des incidents pourraient éclater lors des commémorations de cette victoire. On y voit toujours d'un côté les anciens combattants et les babouchkas, de l'autre les nationalistes qui ont lutté avec les armes de la Wehrmacht – comme les légionnaires lettons. Pour eux, cette célébration garde un goût amer. Les Tatars de Crimée ont aussi collaboré avec les Allemands car c'était, à leurs yeux, l'occasion de se débarrasser de Staline. D'où les déportations après-guerre.

Quel rôle joue l'Église orthodoxe dans la nouvelle donne en cours ?

Le patriarcat de Moscou exerce une juridiction qui coïncide avec l'ancien empire russo-soviétique. Il veille à contenir les volontés d'émancipation et de créations d'Églises nationales. En Ukraine, le métropolite Vladimir, connu pour sa sympathie européenne, a été écarté en février par le Saint-Synode au profit du métropolite Agathange d'Odessa. Ce dernier refuse d'accorder à l'Église d'Ukraine une trop forte autonomie à l'égard du patriarche de Moscou, Cyrille I^{er}.

Poutine était-il en droit de modifier les frontières et de s'arroger la Crimée ?

Poutine considère que les frontières de la Fédération sont flexibles. Au moment de la dissolution de l'URSS, en 1991, décidée dans une datcha de la forêt près de Minsk, le président russe Boris Eltsine et son homologue ukrainien se sont affrontés sur le sort de l'Ukraine, de la Crimée et de Sébastopol. L'Ukraine avait alors une carte en main pour négocier son intégrité territoriale : les 600 têtes nucléaires installées sur son sol, même si le bouton était à Moscou. L'intégrité territoriale fut confirmée en 1994 puis en 2007. À ce droit s'est opposée l'affirmation du droit historique. La Crimée, peuplée de Tatars depuis le XIII^e siècle, est devenue une terre russe à la fin du XVIII^e siècle.

La question est de savoir quelle tranche de l'histoire sert de référence. Entre le droit international et les droits historiques, c'est le rapport de force qui tranche. Poutine prétend que l'autodissolution de l'URSS en 1991 n'a pas été conduite dans les formes légales. Il campe sur une ligne de révisionnisme juridique.

Quels arguments précis fait valoir Poutine ?

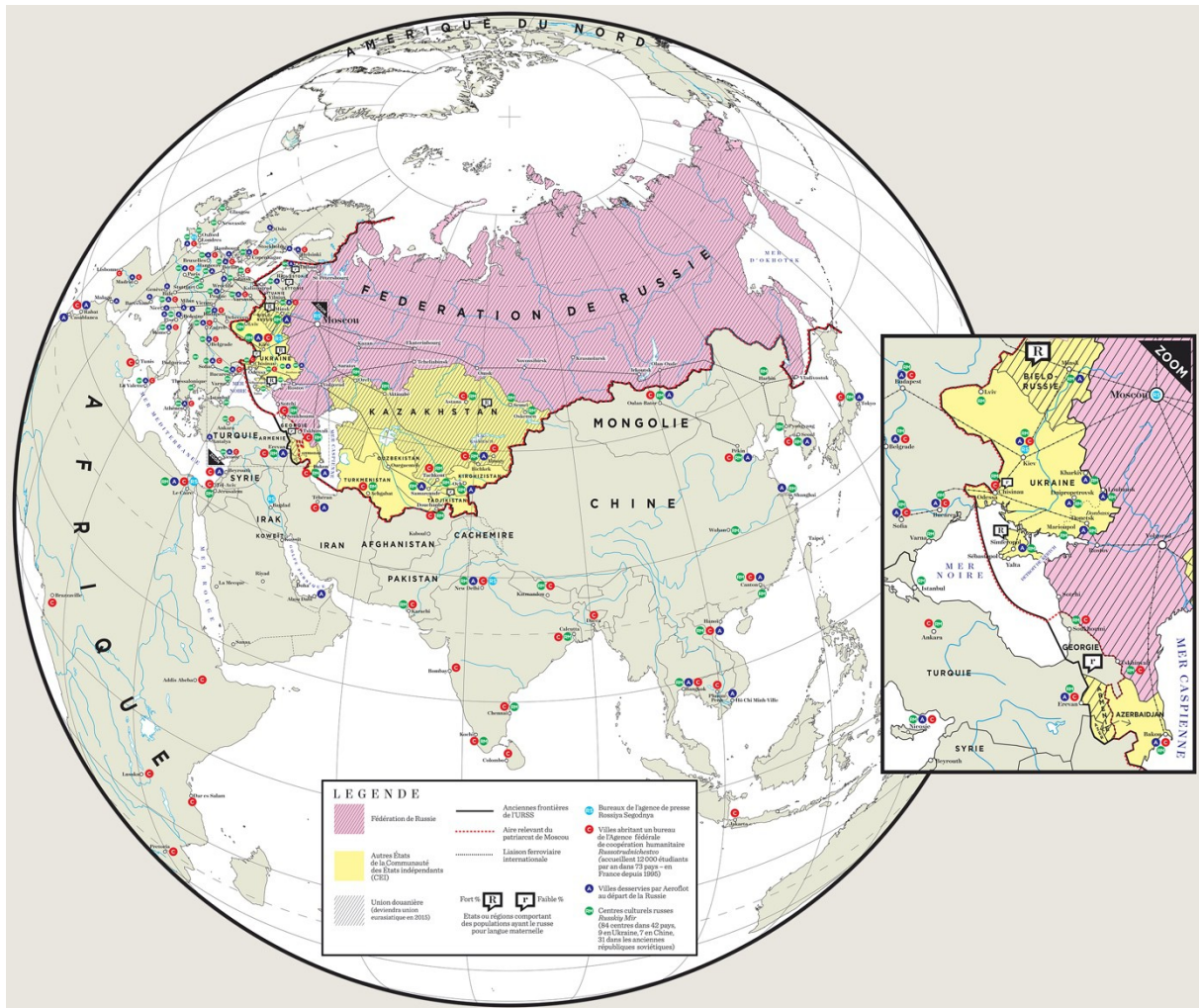
La diplomatie russe a paré l'intervention en Crimée d'un argumentaire légaliste, décliné en trois volets : invitation à intervenir, protection à la suite de menaces contre les résidents russes de Crimée, invocation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aucun de ces schémas n'était recevable. L'intention géopolitique de Moscou est bien d'exercer une pression sur le pouvoir ukrainien, selon la méthode du « conflit gelé », qui sert à maintenir une pression sur les « marches ». Une méthode éprouvée en Moldavie et dans le Caucase. Dans le meilleur des cas, Poutine veut obtenir des Occidentaux un engagement écrit sur la neutralité stratégique de l'Ukraine. Il veut aussi obtenir de Kiev une fédéralisation poussée en faveur de l'Est russophone.

C'est extraordinaire de penser fixer de l'extérieur la structure d'un État. On l'a fait avec l'Allemagne en 1945. Poutine reprend cette idée car il a une culture allemande. Sa logique est celle de l'unification dont il a été témoin quand il était en poste pour le KGB à Dresde. Il a observé cette dynamique d'unification des composants d'un même peuple dans un projet national qui aboutit. L'opération a été facile en Crimée. Si cela doit arriver en Ukraine, ce sera dans la violence. À ce stade, je crois qu'on peut concéder aux Russes la neutralisation stratégique de l'Ukraine, sur le modèle de l'Autriche en 1955.

Poutine garde-t-il des marges de manœuvre ?

On a besoin des Russes en Syrie et en Iran. Ils ont besoin de nous pour combattre le fléau de la drogue afghane en Sibérie. La Russie est dans l'économie de marché. En trois mois, 70 milliards de dollars sont sortis du pays, en plus des 63 milliards de dollars en 2013. Le rouble a baissé. Le patron de la Sberbank a annoncé qu'à 100 milliards, la Russie entrerait en récession. Les réalités sont là. Les dirigeants russes sont pragmatiques. Aujourd'hui, à la différence de 1956 ou 1968, ils mesurent mieux le poids des contraintes : ils sont insérés dans une économie globale. Les investisseurs n'aiment pas l'imprévisibilité. La Russie tient à sa réputation. Les fonds d'investissements américains, qui ont parié sur les grandes compagnies énergétiques russes, vont réviser leurs plans d'investissements si les agences de notation dégradent la note de Moscou. Or, c'est ce qui va arriver.

[Carte](#), LES CONTOURS DU RÊVE « GRAND-RUSSIEN » [Michel Foucher](#), géographe



Conception : Michel Foucher - Réalisation : Pascal Orcier - Adaptation graphique : Antoine Ricardou

Cette carte, construite à partir d'une projection polaire centrée sur le pôle Nord, dévoile pour la première fois dans toute son ampleur la stratégie d'influence de la Russie auprès de ses voisins. Plus qu'une volonté de propagande au sens strict, il s'agit pour le Kremlin de réaliser une double ambition : entretenir et propager la langue russe ; détruire la mauvaise réputation de la Russie en s'efforçant de maîtriser son image extérieure. À travers ses « maisons de la Russie » (l'Ukraine est le pays qui en compte le plus), ses instituts de coopération, ses agences de presse, radios et télévisions, Moscou exerce ce qu'il appelle lui-même son *soft power*, une expression que l'on pourrait traduire par « armes de puissance culturelle ». Les Chinois parlent eux de « puissance souple ».

En exerçant ce pouvoir, Vladimir Poutine poursuit son dessein de rassembler à l'intérieur d'un même ensemble la nation russe et les populations non russes vivant en dehors de la Fédération, mais ayant le russe comme langue maternelle. Dans sa conception ethnique de la nation, le président, entretenant sciemment la confusion entre les deux notions, considère qu'un russophone est un russe. Les frontières du patriarcat reflètent fidèlement le rêve « grand-russien » de Poutine : retrouver les contours de la « sainte Russie », le russe étant

la langue et le ciment de la religion et du peuple. Notre carte établit une distinction entre régions à forte (R) et faible (r) population russophone. Les statistiques officielles ne sont guère fiables, le pouvoir russe ayant tendance à gonfler le nombre de russophones dans les États limitrophes afin de mieux justifier ses interventions ou ses entreprises de déstabilisation.

De fait, les russophones sont très présents dans l'Est de l'Ukraine, de la Lettonie, de l'Estonie, dans le Nord du Kazakhstan, dans une partie de la Géorgie et de la Transnistrie. La prudence s'impose dans la représentation cartographiée de ces populations : depuis l'ère Eltsine, Moscou tente d'instrumentaliser les cartes en y projetant sa vision de puissance impériale.

Le *soft power* russe s'appuie encore sur l'agence d'information multilingue Ria Novosti (réorganisée avec l'aide d'une agence de communication américaine), l'Internet russe ru.net, les réseaux « d'amis de la Russie », le sport (JO de Sotchi en 2014, Coupe du monde de football en 2018), les multiples colloques et séminaires organisés sur le modèle américain par des *think tanks*. La Russie tire parti de son « appartenance » au groupe des fameux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui ont marqué leur soutien à la Russie écartée du G8 de La Haye, le 24 mars, en refusant qu'elle soit exclue du prochain sommet du G20 de Brisbane en novembre.

L'Ukraine doit être un État neutre entre l'UE et la Russie

TRIBUNE LE MONDE 20 décembre 2013

Michel Foucher Chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH/ENS Ulm)

L'impasse constatée lors du sommet de Vilnius, les 28 et 29 novembre, montre que l'Europe instituée sous la forme d'Union n'a pas d'offre politique d'eupéanisation, pense Michel Foucher.

Publié le 20 décembre 2013 à 15h30 - Mis à jour le 20 décembre 2013 à 15h30 Temps de Lecture 3 min.



La présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, accueille le président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, à Vilnius, lors du sommet du Partenariat oriental. (REUTERS/HANDOUT)

Les luttes qui se déroulent en Ukraine rappellent que le projet européen reste attractif, car porteur de l'espoir d'une émancipation, même si cet élan n'est pas partagé par toutes les composantes d'une nation divisée dans un État récent. Le recours à des manifestations publiques est le symptôme d'une européanisation en marche, par le bas.

L'impasse constatée lors du sommet de Vilnius, les 28 et 29 novembre, montre que l'Europe instituée sous la forme d'Union n'a pas d'offre politique d'européanisation par le haut qui soit adaptée aux réalités complexes de ses périphéries. Elle ne dispose que de deux outils : l'élargissement et la politique dite de voisinage sur ses marges orientales, laquelle est comprise par la moitié des Etats-membres comme l'antichambre de celle-ci. Parce qu'elle est incertaine, faute de délimitation évidente sur son versant oriental, la question des frontières ultimes de l'UE est constitutive de son identité : l'indétermination est une chance car il revient aux Européens de décider de leur géographie. C'est le cas dans l'isthme Baltique-mer Noire. Les Européens sont divisés face à la Russie dont Bronislaw Geremek (1932-2008), historien et homme politique polonais, disait qu'elle était « *quelque chose d'autre, un empire* ». Pour les uns, cet isthme doit être géré par un « partenariat oriental » (2009), habillage institutionnel d'un objectif de glacis, faute d'avoir pu étendre le périmètre de l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie lors du sommet de Bucarest (2008). Pour les autres, la politique de voisinage n'induit pas l'adhésion, mais ils n'ont pas d'alternatives à proposer.

Pour sortir du tout ou rien de la politique d'adhésion, il serait judicieux de bâtir une stratégie propre de l'UE vis-à-vis du reste du continent. C'est l'une des questions de la géopolitique européenne, avec les politiques en direction des États riverains de la Méditerranée et de l'Afrique. L'action de Bruxelles dans ses périphéries est observée à Washington et à Pékin, qui avance ses pions dans les confins de l'UE.

C'est donc le défi des marges qui interpelle le centre occidental : « *Penser l'Europe, c'est comme dessiner une carte : on commence par les contours. C'est aux confins de l'Europe qu'il y a de la tension : c'est là que la main tremble, c'est là qu'on se corrige tout le temps* », dit le poète biélorusse Adam Globus. Penser les marges, c'est considérer d'abord les intérêts européens, qui sont, dans l'aire géopolitique concernée, de transformer l'interdépendance économique entre UE et Russie, en vecteur de construction d'un nouveau concert européen. Celui-ci n'est pas compatible avec le vieux principe des sphères d'influence. La Russie a des intérêts légitimes et d'autres, fondés sur une carte mentale archaïque, qui le sont moins. Fixer des limites, qui impliquent que l'autre existe ; refuser les bornes qui le dénie. Il y a là un vaste domaine de négociation avec Moscou, sur des termes de référence nouveaux.

UN STATUT ORIGINAL

Il conviendrait donc de dissocier une fois pour toutes la politique extérieure de l'UE dans cette partie du continent des ambitions géographiques de l'OTAN, en quête d'une nouvelle raison d'être. Un statut de neutralité, inspiré de celui qui a présidé, avec succès, à la gestion des marges de l'Europe en Finlande ou en Autriche, serait adapté à la situation géostratégique ukrainienne. Rappelons que la reconnaissance de l'indépendance ukrainienne par la France et ses alliés en 1991 fut assortie d'une condition de complète dénucléarisation. Ce statut original, adapté à la réalité d'un entre-deux, répondrait aux inquiétudes sécuritaires

des uns et des autres, sans incidence sur l'avenir démocratique d'un État comme l'Ukraine, ainsi qu'en témoigne le précédent finlandais.

La Commission et le Conseil devraient imaginer un statut d'État associé pour les États situés à l'est et au sud-est (Turquie incluse), une relation contractuelle inscrite dans un traité portant sur des secteurs concrets d'intérêt commun. Il servirait de cadre à des politiques d'eupéanisation. Bref, répondre à des demandes concrètes et agir en fonction d'intérêts mutuels, et non pas un accord d'association standard rédigé en coupé collé. Cette formule serait adaptée à des sociétés à identités multiples qui ne seraient pas sommées de trancher mais plutôt conviées à imaginer une synthèse originale. Le sentiment européen procède d'un lent mouvement d'eupéanisation ; il dessine sur la carte des courbes de niveau plus que des frontières. Il s'agit moins de gérer des espaces que d'accompagner la longue durée de la transformation démocratique.